

Pourquoi l'Europe est gagnée par l'ultradroite

di Alain Frachon

Ce n'est pas un raz de marée, plutôt une progression lente et continue. Du sud au nord de l'Europe, l'extrême droite progresse. En prolongeant les tendances actuelles, un statisticien pervers pourrait risquer ce pronostic : d'ici cinq à dix ans, Nigel Farage (Reform UK) sera au pouvoir à Londres, Alice Weidel (Alternative für Deutschland, AfD) à Berlin et Marine Le Pen (Rassemblement national) à Paris. Tiercé tragique mais peu plausible ? Pas sûr. L'ampleur du phénomène, qui devrait obséder les formations de centre droit et de centre gauche, impose de s'y arrêter. Comment ? Pourquoi ?

Les derniers scrutins sont significatifs. En Pologne, au Portugal, en Roumanie, l'extrême droite protestataire flirte avec la première ou la seconde place. Début mai, lors d'une série de consultations locales en Angleterre, le Reform UK inflige une défaite au Labour du premier ministre Keir Starmer et devance l'opposition conservatrice, les Tories, de Kemi Badenoch. Le Brexit de 2016 n'a tenu aucune de ses promesses, bien au contraire, mais l'un de ses porte-drapeaux les plus baratineurs, Nigel Farage, revient au cœur de la politique du pays.

En France, le Rassemblement national est le parti qui compte le plus grand nombre de députés à l'Assemblée nationale – et le mieux placé pour le premier tour de la présidentielle de 2027. Sur une ligne national-populiste, eurosceptique et poutino-compatible, Robert Fico est de nouveau à la tête du gouvernement slovaque. Dans l'Europe du Nord, les formations protestataires participent parfois au pouvoir. A Rome, la présidente du conseil, Giorgia Meloni, venue de l'extrême droite, surfe sur un registre savant : impitoyable sur l'immigration ; pro-européenne ; solidaire de l'Ukraine ; en bons termes avec Donald Trump.

Détestation fréquente de l'UE

Le tableau d'une poussée ultradroitiste uniforme qui relèverait des mêmes causes et dont les acteurs défendraient le même programme doit être nuancé. Les singularités nationales comptent. D'un pays à l'autre, le cocktail du populisme de droite est différemment dosé. Le sentiment d'une population immigrée en surnombre serait unanimement partagé. Or la Roumanie ou la Slovaquie souffrent d'émigration plus que d'immigration.

La détestation de l'Union européenne (UE) est fréquente. Mais le retentissant échec du Brexit est passé par là : plus personne n'entend quitter l'UE. Volontiers europhobe, le Hongrois Viktor Orban aime beaucoup les fonds structurels de Bruxelles et, plus encore, le marché unique – si l'industrie automobile chinoise investit en Hongrie, ce n'est pas pour le marché local. Mijotant dans le brouet de l'ultradroite européenne, un mélange de nationalisme et de culte de la force conduit nombre de ses membres à révéler Vladimir Poutine. C'est le cas au RN français, et plus encore dans les rangs de l'AfD, mais nullement au sein du PiS polonais ni dans l'extrême droite portugaise, pour ne citer que deux exemples.

Mieux partagée est, en revanche, la dénonciation de la perte de repères culturels, religieux, patriotiques, civiques qui soudaient le vivre-ensemble. Dans un monde d'interconnexion technologique avancée, la nostalgie est forte d'une époque où l'horizon national dominait la vie publique – sinon la vie tout court. Aux sources du vote d'extrême droite et en quantité variable selon les formations, on décèle encore une dose de conservatisme sociétal. Elle accompagne une réaction contre le « wokisme » ou contre le complexe de supériorité morale affectant la gauche et les élites en général. La post-vérité propulsée par les réseaux sociaux de même qu'une critique de la prétendue inefficacité de la démocratie libérale font également partie du tableau. En ces temps impatientes, le dédagisme est à la mode.

L'économie ? La Pologne, qui vient d'élire le très droitier Karol Nawrocki, affiche un solide taux de croissance. Longtemps, l'ultradroite fit le procès de la globalisation néolibérale. Mais celle-ci est, depuis dix ans au moins, en phase de retrait, malmenée par le retour du protectionnisme. Et, n'était l'exception polonaise, ce qui frappe aujourd'hui, c'est plutôt la concomitance entre le réveil de l'ultradroite et une période

de croissance durablement atone en Europe. Ne cherchez pas ailleurs que dans « *l'échec économique* » et social la fièvre protestataire qui agite le pays, explique en substance, dans le *New York Times*, le 16 mai, le politologue roumain Vladimir Bortun.

Au lendemain de la déroute du Labour et des Tories en Angleterre, le 2 mai, l'éditorial du *Financial Times* évoquait « *un sentiment que le niveau de vie s'effrite* ». Pour y faire face, « *rien de ce qui a été essayé ne marche* », dit le journal, dans un Royaume-Uni « *souffrant d'un affligeant manque de croissance* ». Le miracle d'une scène politique allemande longtemps marquée par l'absence d'ultradroite peut être daté : il correspond aux années où le modèle économique d'outre-Rhin marchait à plein rendement. La permanence d'un Rassemblement national durablement installé à 30 % des intentions de vote accompagne l'atonie de la croissance française.

Certes, coïncidence n'est pas causalité. Et les experts affineront ou corrigeront ces considérations sur l'ascension de l'extrême droite et l'inaptitude des 27 – et du Royaume-Uni – à favoriser la création de richesse. Deux anciens premiers ministres italiens, Enrico Letta et Mario Draghi, ont expliqué comment y remédier. Leur ordonnance a été rangée dans un tiroir. Question légitime : et si les élites de l'Union européenne s'étaient, consciemment ou non, converties à l'idéologie de la décroissance ?

Une seule certitude dans cette affaire : les Etats-Unis de Donald Trump soutiennent publiquement la montée de toutes les droites populistes européennes, sans exception.